



## CHAPITRE 39

### Loi de la Commission des affaires sociales

[Sanctionnée le 24 décembre 1974]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

#### SECTION I

##### CONSTITUTION DE LA COMMISSION

Nom. **1.** Un organisme, ci-après appelé « la Commission », est institué sous le nom de « Commission des affaires sociales ».

Siège social. **2.** La Commission a son siège social dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec; elle peut toutefois le transporter dans une autre municipalité avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Séances. La Commission peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

Composition. **3.** La Commission est composée d'au moins cinq et pas plus de onze membres nommés pour un terme n'excédant pas dix ans par le lieutenant-gouverneur en conseil qui choisit un président et un vice-président parmi eux et qui fixe les honoraires, allocations ou traitements ou, suivant le cas, les traitements additionnels de chacun d'eux.

Professions des membres. Au moins trois membres doivent être avocats et deux autres, médecins, dont un psychiatre.

## CHAPTER 39

### Social Affairs Commission Act

[Assented to 24th December 1974]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

#### DIVISION I

##### CONSTITUTION OF THE COMMISSION

**1.** A body, hereinafter called "the Commission", is established under the Name. name of the "Social Affairs Commission".

**2.** The Commission has its corporate seat in the territory of the Québec Urban Corporate seat. Community; it may however transfer it to another municipality with the approval of the Lieutenant-Governor in Council; such a change shall come into force upon publication of a notice to that effect in the *Québec Official Gazette*.

The Commission may hold its sittings at any place in the province of Québec. Sittings.

**3.** The Commission shall consist of at least five and not more than eleven members appointed for a term not exceeding ten years by the Lieutenant-Governor in Council, who shall choose a president and a vice-president among them and fix the fees, allowances or salaries or, as the case may be, the additional salaries of each of them. Composition.

At least three members must be advocates and two others, physicians, including a psychiatrist. Advocates, etc.

Fonctions conti- nuées.	<b>4.</b> Les membres de la Commission restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.	<b>4.</b> The members of the Commission shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until reappointed or replaced.	Continuance in office.
Services exclusifs.	<b>5.</b> Le président, le vice-président et au moins un autre membre de la Commission doivent s'occuper exclusivement du travail de la Commission et des devoirs de leurs fonctions.	<b>5.</b> The president, the vice-president and at least one other member of the Commission must devote themselves exclusively to the work of the Commission and the duties of their office.	Full-time work.
Exception.	Toutefois, ils peuvent agir comme membres de la Commission visée à l'article 547 du Code criminel.	However, they may act as members of the Commission contemplated in section 547 of the Criminal Code.	Exception.
Divisions.	<b>6.</b> La Commission siège en divisions.  Les divisions sont les suivantes: 1. la division de l'aide et des allocations sociales; 2. la division de la protection du malade mental; 3. la division des services de santé et des services sociaux; 4. la division du régime de rentes.	<b>6.</b> The Commission shall sit in divisions.  The divisions are the following: 1. the social aid and allowances division; 2. the mental patients protection division; 3. the health services and social services division; 4. the pension plan division.	Divisions.
Présidence des séances.	<b>7.</b> Les séances de la Commission et de chacune de ses divisions sont présidées par le président ou par un membre désigné par le président.	<b>7.</b> The sittings of the Commission and of each of its divisions shall be presided over by the president or by a member designated by the president.	Presiding officer.
Séances simultanées.	<b>8.</b> Les divisions peuvent siéger simultanément et les membres en sont désignés par le président.	<b>8.</b> The divisions may sit simultaneously and the members thereof shall be designated by the president.	Simultaneous sittings.
Majorité.	<b>9.</b> Les questions sont décidées à la majorité des membres d'une division.	<b>9.</b> Questions shall be decided by the majority of the members of a division.	Majority vote.
Vote prépondérant.	Lorsque les opinions se partagent également sur une question, celle-ci est tranchée par le président ou le vice-président.	When opinions are equally divided on a question, it shall be decided by the president or the vice-president.	Deciding vote.
Nomination du secrétaire, etc.	<b>10.</b> Le secrétaire et les autres personnes à l'emploi de la Commission sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1 <sup>re</sup> session, chapitre 14).	<b>10.</b> The secretary and the other persons in the employ of the Commission shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).	Appointment of secretary, etc.
Administration.	<b>11.</b> Le président est responsable de l'administration de la Commission dans le cadre de ses règlements.	<b>11.</b> The president shall be responsible for the administration of the Commission within the scope of its by-laws.	Administration.
Immunité.	<b>12.</b> Les membres de la Commission ainsi que ses fonctionnaires ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.	<b>12.</b> The members of the Commission and the functionaries of the Commission cannot be prosecuted by reason of official acts done in good faith in the performance of their duties.	Immunity.

Recours  
prohibés.

**13.** Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 845 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Commission ou ses membres agissant en leur qualité officielle.

**13.** No extraordinary recourse contemplated in articles 834 to 845 of the Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction granted against the Commission or its members acting in their official capacity.

Recourses  
prohibited.Annula-  
tion de  
bref, etc.

**14.** Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'article 13.

**14.** Two judges of the Court of Appeal may, upon motion, annul summarily any writ, order or injunction issued or granted contrary to section 13.

Annul-  
ment of  
writ, etc.Récusa-  
tion.

**15.** Un membre de la Commission peut être récusé comme un juge et de la même façon; les articles 234 à 242 du Code de procédure civile s'appliquent à la récusation, *mutatis mutandis*.

**15.** A member of the Commission may be recused in the same manner as a judge; articles 234 to 242 of the Code of Civil Procedure apply to the recusation, *mutatis mutandis*.

Recusa-  
tion.Surveil-  
lance, etc.

**16.** Les membres de la Commission sont soumis à la surveillance, aux ordres et au contrôle du président pour la distribution des causes, la tenue des séances et généralement l'exercice des devoirs et pouvoirs des membres.

**16.** The members of the Commission shall be subject to the supervision, orders, and control of the president as regards the distribution of cases, holding of sittings and generally the exercise of the duties and powers of the members.

Supervi-  
sion, etc.Rempla-  
cement.

**17.** Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, il est remplacé par le vice-président.

**17.** If the president is absent or unable to act, he shall be replaced by the vice-president.

Replace-  
ment.

Serments.

**18.** Les membres de la Commission doivent prêter les serments apparaissant aux annexes A et B de la Loi des employés publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 12).

**18.** The members of the Commission must take the oaths appearing in Schedules A and B to the Public Employees Act (Revised Statutes, 1964, chapter 12).

Oaths.

Vérifica-  
tion.

**19.** Les livres et comptes de la Commission sont vérifiés par le vérificateur général chaque année et, en outre, chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil.

**19.** The books and accounts of the Commission shall be audited by the Auditor-General each year and, in addition, whenever ordered by the Lieutenant-Governor in Council.

Audit.

## SECTION II

## DIVISION II

## POUVOIRS ET JURIDICTION DE LA COMMISSION

## POWERS AND JURISDICTION OF THE COMMISSION

§ 1.—*Fonctions de la Commission*§ 1.—*Functions of the Commission*Audition  
d'appels  
et  
requêtes.

**20.** La Commission a pour fonction d'entendre, exclusivement à tout autre commission, tribunal, régie ou organisme:

a) les appels logés en vertu de l'article 42 de la Loi de l'aide sociale (1969, chapitre 63);

**20.** The object of the Commission is to hear, to the exclusion of every other commission, tribunal, board or body:

(a) the appeals brought under section 42 of the Social Aid Act (1969, chapter 63);

Hearing  
of appeals  
and  
requests.

b) les appels des décisions concernant le droit à une allocation, logés en vertu de l'article 17 du Régime des allocations familiales du Québec (1973, chapitre 36);

c) les demandes de révision formulées en vertu de l'article 46 de la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44);

d) les requêtes de personnes pour accès à leur dossier faites en vertu du troisième alinéa de l'article 7 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48);

e) les requêtes logées par les conseils régionaux en vertu du deuxième alinéa de l'article 16a de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48);

f) les requêtes en contestation ou annulation d'élection ou de nomination logées en vertu du dernier alinéa de l'article 21 ou en vertu de l'article 54c de ladite Loi sur les services de santé et les services sociaux;

g) les appels logés par des médecins ou dentistes en vertu de l'article 92c de ladite Loi sur les services de santé et les services sociaux;

h) les appels concernant les décisions relatives aux permis, logés en vertu de l'article 106 de ladite Loi sur les services de santé et les services sociaux;

i) les appels concernant l'exonération d'un paiement ou le paiement d'une allocation de dépenses, logés en vertu de l'article 119 de ladite Loi sur les services de santé et les services sociaux;

j) les appels concernant les décisions relatives aux permis, logés en vertu de l'article 35 de la Loi de la protection de la santé publique (1972, chapitre 42);

k) les appels à la suite d'un réexamen fait par la Régie des rentes, logés en vertu de l'article 196 du Régime de rentes du Québec;

l) les appels concernant les recommandations des comités de révision, logés en vertu de l'article 37 de la Loi de l'assurance-maladie (1970, chapitre 37).

(b) the appeals from the decisions on the eligibility to an allowance, brought under section 17 of the Québec Family Allowances Plan (1973, chapter 36);

(c) the applications for review brought under section 46 of the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44);

(d) the requests of persons to have access to their medical records, made under the third paragraph of section 7 of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48);

(e) the requests brought by regional councils under the second paragraph of section 16a of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48);

(f) the applications for contestation or annulment of election or appointment brought under the last paragraph of section 21 or under section 54c of the said Act respecting health services and social services;

(g) the appeals brought by physicians or dentists under section 92c of the said Act respecting health services and social services;

(h) the appeals from decisions on permits, brought under section 106 of the said Act respecting health services and social services;

(i) the appeals for exemption from a payment or from the payment of an expense allowance, brought under section 119 of the said Act respecting health services and social services;

(j) the appeals from decisions on permits, brought under section 35 of the Public Health Protection Act (1972, chapter 42);

(k) the appeals following a reconsideration made by the Pension Board, brought under section 196 of the said Québec Pension Plan;

(l) the appeals respecting the recommendations of revisory committees, brought under section 37 of the Health Insurance Act (1970, chapter 37).

**21.** Un appel ne suspend pas l'exécution de la décision dont est appel à moins qu'un membre de la Commission n'en ordonne autrement dans les cas d'urgence.

**21.** No appeal shall suspend the execution of the decision appealed from unless a member of the Commission orders otherwise where the case is urgent.

Exécution de la décision non suspendue.

Execution not suspended.



Ordon-  
nances,  
etc.

**22.** La Commission a tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa juridiction et elle peut, notamment, rendre toute ordonnance qu'elle estime propre à sauvegarder les droits des parties.

Décisions.

Elle a le pouvoir de décider toute question de fait ou de droit et ses décisions sont finales et sans appel.

Confirma-  
tion de  
décision,  
etc.

**23.** La Commission peut confirmer la décision portée devant elle; elle peut aussi l'infirmer et elle doit alors rendre la décision qui selon elle aurait dû être rendue en premier lieu.

Mesures  
à prendre.

Elle peut en outre, dans le cas d'une requête visée au paragraphe *e* de l'article 20, ordonner à l'établissement de prendre certaines mesures devant s'appliquer dans l'avenir.

**22.** The Commission shall have all the powers necessary to exercise its jurisdiction and may in particular make any order it considers appropriate to safeguard the rights of the parties.

Orders,  
etc.

It is empowered to decide any question of fact or of law and its decisions shall be final and without appeal.

Decisions.

**23.** The Commission may confirm the decision referred to it; it may also quash the decision and must then render the decision which, in its opinion, should have been rendered in the first instance.

Confirm-  
ing  
decision,  
etc.

It may in addition, in the case of a request contemplated in paragraph *e* of section 20, order the establishment to take certain measures which must apply in the future.

Order to  
take mea-  
sures.

#### § 2.—Aide et allocations sociales

Audition  
d'appels.

**24.** Les appels visés à chacun des paragraphes *a*, *b* et *i* de l'article 20 sont entendus par la division de l'aide et des allocations sociales.

Quorum.

Le quorum est de deux membres.

**24.** The appeals contemplated in paragraphs *a*, *b* and *i* of section 20 shall be heard by the social aid and allowances division.

Hearing  
appeals.

Two members constitute a quorum.

Quorum.

#### § 3.—Protection du malade mental

Audition  
de  
demandes.

**25.** Les demandes de révision visées au paragraphe *c* de l'article 20 sont entendues par la division de la protection du malade mental.

Quorum.

La division est présidée par un avocat et son quorum est de trois membres, dont un psychiatre.

**25.** The applications for revision contemplated in paragraph *c* of section 20 shall be heard by the mental patients protection division.

Hearing  
applica-  
tions for  
revision.

This division shall be presided over by an advocate, and three members, including a psychiatrist, constitute a quorum.

Quorum.

#### § 4.—Services de santé et services sociaux

Audition  
de  
requêtes.

**26.** Les requêtes visées à chacun des paragraphes *d*, *e* et *f* de l'article 20 et les appels visés à chacun des paragraphes *g*, *h*, *j* et *l* dudit article 20 sont entendus par la division des services de santé et des services sociaux.

**26.** The requests and applications contemplated in paragraphs *d*, *e* and *f* of section 20 and the appeals contemplated in paragraphs *g*, *h*, *j* and *l* of the said section 20 shall be heard by the health services and social services division.

Hearing  
requests,  
etc.

Quorum.

**27.** Dans le cas d'une requête visée à chacun des paragraphes *d* et *f* de l'article 20, le quorum est d'un seul membre.

**27.** In the case of a request or application contemplated in paragraphs *d* and *f* of section 20, a single member constitutes a quorum.

Quorum.

Idem.

Dans le cas d'un appel visé à chacun des paragraphes *e*, *h* et *j* de l'article 20, le quorum est de deux membres.

In the case of an appeal contemplated in paragraphs *e*, *h* and *j* of section 20, two members constitute a quorum.

Idem.

**Quorum.** Dans le cas d'un appel visé aux paragraphes *g* et *l* de l'article 20, le quorum est de trois membres, dont un médecin.

**Quorum.** In the case of an appeal contemplated in paragraphs *g* and *l* of section 20, three members, including a physician, constitute a quorum.

### § 5.—Régime de rentes

### § 5.—Pension plan

**Audition d'appels.** **28.** Les appels visés au paragraphe *k* de l'article 20 sont entendus par la division du régime de rentes.

**Hearing appeals.** **28.** The appeals contemplated in paragraph *k* of section 20 shall be heard by the pension plan division.

**Quorum.** Le quorum est de trois membres, tous avocats.

**Quorum.** Three members, all advocates, constitute a quorum.

**Renvoi d'affaires au tribunal.** Lorsque, au cours d'une instance devant la division du régime de rentes, il se pose une question concernant le titre III du Régime de rentes du Québec (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 24) et sous réserve des exceptions visées à l'article 89 de ladite loi, la Commission doit ordonner le renvoi de l'affaire au tribunal visé à l'article 229 de ladite loi, pour adjudication sur la question.

**Referral of matter to court.** Where, during a suit before the pension plan division, a question is raised respecting Title III of the Québec Pension Plan (1965, 1st session, chapter 24), and subject to the exceptions contemplated in section 89 of the said act, the Commission must order the referral of the matter to the court contemplated in section 229 of the said act, for adjudication on the question.

**Id., à la Commission.** Dans les cas où l'adjudication ne termine pas le litige, l'affaire est renvoyée par le tribunal à la Commission.

**Id., to Commission.** In cases where the adjudication does not end the litigation, the matter is referred by the court to the Commission.

## SECTION III

## DIVISION III

### PROCÉDURE

### PROCEDURE

**Déclaration écrite.** **29.** Les appels, demandes ou requêtes visés à chacun des paragraphes de l'article 20 sont formés au moyen d'une déclaration écrite adressée à la Commission dans les quatre-vingt-dix jours de la date de la survenance de l'événement y donnant lieu.

**Written declaration.** **29.** The appeals, applications or requests contemplated in each paragraph of section 20 shall be brought by a written declaration addressed to the Commission within ninety days after the date of the occurrence of the event being the occasion thereof.

**Appel par médecin ou dentiste.** Toutefois, s'il s'agit d'un appel logé par un médecin ou dentiste en vertu du second alinéa de l'article 92c de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, il peut être logé jusqu'à 180 jours après que la demande de nomination a été adressée.

**Appeal by physician or dentist.** However, an appeal by a physician or dentist under the second paragraph of section 92c of the Act respecting health services and social services may be brought within 180 days after the application for appointment has been sent.

**Appel après expiration des délais.** La Commission peut permettre à une personne d'agir après l'expiration des délais fixés par le présent article si cette personne démontre qu'elle a été en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

**Acting after delay.** The Commission may permit a person to act after the expiry of the delay fixed in this section if that person shows that he was in fact unable to act sooner.

**Copie de déclaration aux ministres.** **30.** Lorsque la Commission est saisie d'une requête ou d'un appel visé aux paragraphes *e*, *f*, *h*, *i* et *j* de l'article 20, le secrétaire doit délivrer sans délai une copie de la déclaration au ministre des affaires sociales; lorsque la Commission

**Issue of copy of declaration.** **30.** Where the Commission is seized of a request, application or appeal contemplated in paragraphs *e*, *f*, *h*, *i* and *j* of section 20, the secretary shall issue forthwith a copy of the declaration to the Minister of Social Affairs; where the Commission is

est saisie d'un appel visé au paragraphe *k* dudit article 20, copie doit être délivrée sans délai au ministre du revenu.

Intervention.

Un ministre à qui copie d'une déclaration a été délivrée conformément au présent article peut intervenir à tout stade de la procédure.

Contenu de la déclaration.

**31.** La déclaration doit contenir un exposé sommaire des motifs invoqués par le requérant et signifier, le cas échéant, son intention de comparaître ou d'être représenté à l'audition.

Règles de preuves, etc.

**32.** La majorité des membres de la Commission peuvent, à une assemblée convoquée à cette fin par le président, édicter par ordonnance des règles de preuve, de procédure et de pratique applicables à la conduite des instances devant la Commission. Ces règles peuvent être différentes suivant qu'elles s'appliquent à une division ou l'autre de la Commission.

Approbation.

Toute ordonnance adoptée en vertu du présent article doit être approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil et, si elle est ainsi approuvée, elle entre en vigueur trente jours après la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Pouvoirs de commissaires.

**33.** La Commission ainsi que chacun de ses membres sont investis des pouvoirs et de l'immunité de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

Prescription d'acte, etc.

**34.** En l'absence d'une disposition applicable à un cas particulier, la Commission peut, dans toute affaire qui lui est soumise, prescrire tout acte ou formalité qui pourrait l'être par les règles de pratique et avec le même effet.

Audition des parties.

**35.** La Commission, avant de rendre une décision, doit permettre aux parties d'être entendues.

Assistance d'un avocat.

Lors de l'enquête et de l'audition, chacune des parties a droit d'être assistée d'un avocat. Elle peut interroger les témoins et exposer ses arguments.

Représentation par avocat.

La Commission doit s'assurer, lorsqu'elle entend une demande de révision visée au paragraphe *c* de l'article 20 que la personne

seized of an appeal contemplated in paragraph *k* of the said section 20, a copy must be issued forthwith to the Minister of Revenue.

A Minister to whom a declaration has been issued in accordance with this section may intervene at any stage in the proceedings.

Intervention.

**31.** The declaration shall contain a summary statement of the reasons invoked by the appellant and, if necessary, indicate his intention to appear or to be represented at the hearing.

Contents of declaration.

**32.** The majority of the members of the Commission may, at a meeting called for that purpose by the president, prescribe by order rules of proof, procedure and practice applicable to the conduct of the cases before the Commission. Such rules may vary as they apply to one division or another of the Commission.

Rules of proof, etc.

Every order made under this section must be approved by the Lieutenant-Governor in Council and, if it is so approved, shall come into force thirty days after the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Approval.

**33.** The Commission and each of its members shall have the powers and immunity of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

Powers of investigation.

**34.** In the absence of any provision applicable to a given case, the Commission may, in any case referred to it, prescribe any act or formality that could be so ordered by the rules of practice and with the same effect.

Prescribing act, etc.

**35.** The Commission must, before rendering any decision, allow the parties to be heard.

Hearing parties.

At the proof and hearing, each party is entitled to be assisted by an advocate, and may examine the witnesses and state his arguments.

Proof and hearing.

The Commission shall ascertain, when it hears an application for review contemplated in paragraph *c* of section 20, by

Representation by advocate.

qui fait la demande soit représentée par un avocat.

that the person making the application is represented by an advocate.

Décisions de la Commission.

**36.** Les décisions de la Commission doivent être motivées et rendues par écrit; elles font partie des archives de la Commission.

**36.** The decisions of the Commission must state the reasons on which they are based and be rendered in writing; they shall form part of the records of the Commission.

Decisions of Commission.

Notification de décisions.

**37.** La Commission notifie par écrit et sans délai sa décision à la personne qui a logé l'appel, la demande ou la requête ainsi qu'à toute personne susceptible d'avoir à agir pour exécuter la décision.

**37.** The Commission shall give written notice forthwith to the person who brought the appeal, application or request and to every person who may be required to act to execute the decision.

Written notice.

Obligation de se conformer.

Toute personne visée par une décision de la Commission doit s'y conformer sans délai.

Every person contemplated by a decision of the Commission shall immediately comply therewith.

Compliance with decision.

Homologation.

**38.** Toute décision de la Commission peut être homologuée par la Cour supérieure sur requête de la Commission ou d'une partie intéressée et devient, après homologation, exécutoire comme un jugement de cette cour.

**38.** Every decision of the Commission may be homologated by the Superior Court on a motion of the Commission or an interested party and shall become, after homologation, executory as a judgment of that court.

Homologation.

Authenticité des procès-verbaux.

**39.** Les procès-verbaux des séances, approuvés par la Commission et certifiés par le président ou le secrétaire, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Commission ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président de la Commission ou le secrétaire.

**39.** The minutes of the meetings, approved by the Commission and certified by the president or the secretary, are authentic. The same applies to every document or copy issued by the Commission or forming part of its records, if signed by the president or the secretary of the Commission.

Minutes authentic.

Publication des décisions.

**40.** La Commission publie périodiquement les décisions rendues en omettant le nom des parties et des personnes impliquées.

**40.** The Commission shall from time to time publish the decisions rendered but shall not state the names of the parties and the persons involved.

Publication of decisions.

Rapport annuel.

**41.** La Commission transmet, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport au ministre des affaires sociales sur ses activités pour la précédente année financière. Le ministre doit déposer ce rapport devant l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

**41.** Not later than 30 June each year, the commission shall submit to the Minister of Social Affairs a report of its activities for the preceding fiscal year. The Minister shall lay such report before the National Assembly within thirty days after receipt thereof if it is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.

Annual report.

Noms non inclus.

Ce rapport ne doit nommément désigner aucune personne impliquée dans les affaires portées devant la Commission.

The report shall not designate by name any person implicated in the matters brought before the Commission.

Names not included.

Recommandations.

La Commission peut, dans son rapport annuel, faire des recommandations sur les lois, règlements, directives et pratiques

The Commission may, in its annual report, make recommendations on the acts, regulations, directives and admin-

Recommendations.



administratives au sujet desquels elle entend les appels, requêtes ou demandes.

istrative practices respecting which it hears the appeals, requests or applications.

## SECTION IV

## DIVISION IV

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

## TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

Procédu-  
res con-  
tinuées.

**42.** Les procédures commencées en vertu des dispositions législatives remplacées ou abrogées par la présente loi sont continuées devant la Commission conformément aux dispositions de la présente loi pour autant qu'elles leur sont applicables.

Affaires  
pendantes.

Les affaires pendantes à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi sont déferées à la Commission pour décision, même si l'enquête était terminée à cette date.

Demandes  
pour per-  
mission de  
poursuivre.

La Commission est saisie des demandes pour permission de pourvoi logées en vertu de l'article 196 du Régime de rentes du Québec (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 24) et qui sont pendantes à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi; la Commission doit considérer ces demandes comme des appels régulièrement logés conformément à la présente loi.

Exception.

Le présent article ne s'applique pas aux affaires commencées devant la Commission visée à l'article 547 du Code criminel, lesquelles se poursuivent devant ladite Commission.

Transfert  
de crédits.

**43.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que toutes les sommes mises à la disposition de la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales instituée par l'article 30 de la Loi de l'aide sociale (1969, chapitre 63) et de la Commission de révision instituée par l'article 30 de la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44) soient mises à la disposition de la Commission pour être employées aux fins de la présente loi.

1965  
(1<sup>re</sup> sess.),  
c. 24, a.  
163a,  
mod.

**44.** L'article 163a du Régime de rentes du Québec (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 24), édicté par l'article 33 du chapitre 16 des lois de 1974, est modifié en remplaçant à la fin le nombre « 197 » par le nombre « 196 ».

Id., a.  
163b,  
mod.

**45.** L'article 163b de ladite loi, édicté par l'article 33 du chapitre 16 des lois de

**42.** Proceedings commenced under the legislative provisions replaced or repealed by this act shall be continued before the Commission in accordance with the provisions of this act to the extent that they are applicable thereto.

Contin-  
uation of  
proceed-  
ings.

Matters pending on the date of the coming into force of this act shall be referred to the Commission for decision, even if the inquiry was terminated at such date.

Matters  
pending.

The Commission shall be seized with the applications for leave to appeal brought under section 196 of the Québec Pension Plan (1965, 1st session, chapter 24) which are pending on the date of the coming into force of this act; the Commission must consider such applications as appeals regularly brought in accordance with this act.

Applica-  
tions for  
leave to  
appeal.

This section does not apply to proceedings commenced before the Commission contemplated in section 547 of the Criminal Code, which shall continue before the said Commission.

Exception.

**43.** The Lieutenant-Governor in Council may order that all the sums put at the disposal of the Social Aid and Allowances Appeal Board constituted by section 30 of the Social Aid Act (1969, chapter 63) and of the Board of Review constituted by section 30 of the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44), be put at the disposal of the Commission to be used for the purposes of this act.

Transfer  
of appro-  
priations.

**44.** Section 163a of the Québec Pension Plan (1965, 1st session, chapter 24), enacted by section 33 of chapter 16 of the statutes of 1974, is amended by replacing the figure "197" at the end by the figure "196".

1965  
(1st sess.),  
c. 24,  
s. 163a,  
am.

**45.** Section 163b of the said act, enacted by section 33 of chapter 16 of the

Id., s.  
163b, am.

1974, est modifié en remplaçant, à la quatrième ligne du premier alinéa et à la quatrième ligne du paragraphe *a*, les mots « de révision » par les mots « des affaires sociales ».

statutes of 1974, is amended by replacing the word "Review" in the fourth line of the first paragraph and in the fourth line of paragraph *a* by the words "Social Affairs".

1965  
(1<sup>re</sup> sess.),  
c. 24,  
a. 163c,  
mod.

**46.** L'article 163c de ladite loi, édicté par l'article 33 du chapitre 16 des lois de 1974, est modifié en remplaçant aux quatrième et neuvième lignes, les mots « de révision » par les mots « des affaires sociales ».

**46.** Section 163c of the said act, enacted by section 33 of chapter 16 of the statutes of 1974, is amended by replacing the word "Review" in the fourth and ninth lines by the words "Social Affairs".

Id., a.  
196, remp.

**47.** L'article 196 de ladite loi, modifié par l'article 59 du chapitre 53 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

**47.** Section 196 of the said act, amended by section 59 of chapter 53 of the statutes of 1972, is replaced by the following:

Appel  
à la  
Commis-  
sion.

« **196.** Si le requérant ou bénéficiaire n'est pas satisfait du réexamen, il peut lodge à la Commission des affaires sociales un appel auquel il est donné suite conformément à la Loi de la Commission des affaires sociales (1974, chapitre 39). »

“**196.** An applicant or beneficiary, if dissatisfied with the reconsideration, may lodge with the Social Affairs Commission an appeal which shall be dealt with in accordance with the Social Affairs Commission Act (1974, chapter 39).”

1965  
(1<sup>re</sup> sess.),  
c. 24, a.  
197, ab.

**48.** L'article 197 de ladite loi est abrogé.

**48.** Section 197 of the said act is repealed.

Id., a.  
197a,  
mod.

**49.** L'article 197a de ladite loi, édicté par l'article 40 du chapitre 16 des lois de 1974, est modifié en remplaçant à la deuxième ligne, les mots « de révision » par les mots « des affaires sociales » et à la quatrième ligne les mots « de pourvoi » par les mots « d'un appel ».

**49.** Section 197a of the said act, enacted by section 40 of chapter 16 of the statutes of 1974, is amended by replacing the word "Review" in the second line by the words "Social Affairs" and, in the fourth line of the French version, the words "de pourvoi" by the words "d'un appel".

Id., a.  
226, mod.

**50.** L'article 226 de ladite loi, modifié par l'article 63 du chapitre 53 des lois de 1972 et par l'article 12 du chapitre 16 des lois de 1973 est à nouveau modifié en retranchant le paragraphe *h*.

**50.** Section 226 of the said act, amended by section 63 of chapter 53 of the statutes of 1972 and by section 12 of chapter 16 of the statutes of 1973, is again amended by striking out paragraph *h*.

Id., a.  
229, mod.

**51.** L'article 229 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, les mots « chacune des sections » par les mots « la section I ».

**51.** Section 229 of the said act is amended by replacing the words "each division" in the last two lines by the words "Division I".

1969, c.  
63, a. 1,  
mod.

**52.** L'article 1 de la Loi de l'aide sociale (1969, chapitre 63), modifié par l'article 1 du chapitre 44 des lois de 1970, est de nouveau modifié en retranchant le paragraphe *h*.

**52.** Section 1 of the Social Aid Act (1969, chapter 63), amended by section 1 of chapter 44 of the statutes of 1970, is again amended by striking out paragraph *h*.

1969, c. 63, aa. 30-41, ab. **53.** La section v de ladite loi, comprenant les articles 30 à 41, est abrogée.

**53.** Division v of the said act, comprising sections 30 to 41, is repealed. 1969, c. 63, ss. 30-41, repealed.

Id., a. 42, mod. **54.** L'article 42 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 44 des lois de 1970, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots « à la Commission » par les mots « à la Commission des affaires sociales ».

**54.** Section 42 of the said act, amended by section 4 of chapter 44 of the statutes of 1970, is again amended by replacing the word "Board" in the fourth line by the words "Social Affairs Commission". Id., s. 42, am.

Id., aa. 43-47, ab. **55.** Les articles 43 à 47 de ladite loi sont abrogés.

**55.** Sections 43 to 47 of the said act are repealed. Id., ss. 43-47, repealed.

1972, c. 42, a. 35, remp. **56.** L'article 35 de la Loi de la protection de la santé publique (1972, chapitre 42) est remplacé par le suivant :

**56.** Section 35 of the Public Health Protection Act (1972, chapter 42) is replaced by the following: 1972, c. 42, s. 35, replaced.

Appel à la Commission. « **35.** Toute personne dont la demande de permis est refusée ou dont le permis est suspendu ou annulé peut interjeter appel de la décision du ministre devant la Commission des affaires sociales,

« **35.** Any person whose application for a permit is refused or whose permit is suspended or cancelled may appeal from the Minister's decision to the Social Affairs Commission, Appeal to Commission.

a) si les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision sont manifestement erronés;

(a) if the reasons of fact or law invoked in support of the decision are clearly erroneous;

b) si la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave;

(b) if the proceedings are affected by gross irregularity;

c) si la décision n'a pas été rendue avec impartialité. »

(c) if the decision has not been rendered impartially."

1972, c. 44, a. 1, mod. **57.** L'article 1 de la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44), est modifié en remplaçant le paragraphe h par le suivant :

**57.** Section 1 of the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44) is amended by replacing paragraph h by the following: 1972, c. 44, s. 1, am.

« h) « Commission » : la Commission des affaires sociales; ».

“(h) “Commission”: the Social Affairs Commission;”.

Id., a. 20, mod. **58.** L'article 20 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant :

**58.** Section 20 of the said act is amended by adding the following paragraph: Id., s. 20, am.

Copie du dossier. « Dès que l'ordonnance a été signifiée à la Commission, le greffier de la Cour transmet à celle-ci copie du dossier complet. »

“Upon the service of the order upon the Commission, the clerk of the court shall send a copy of the complete record to it.” Copy of record.

1972, c. 44, a. 24, mod. **59.** L'article 24 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la troisième ligne du paragraphe b, les mots « de révision ».

**59.** Section 24 of the said act is amended by replacing the words “Board of Review” in the third line of paragraph b by the word “Commission”. 1972, c. 44, s. 24, am.

Id., tit. de sec. IV, aa. 30-45, ab. **60.** Le titre de la section IV de ladite loi et le sous-paragraphe 1, comprenant les articles 30 à 45, sont abrogés.

**60.** The title of Division IV of the said act and Subdivision 1, comprising sections 30 to 45, are repealed. Id., title of Div. IV, ss. 30-45, repealed.

Id., titre, ab. **61.** Le titre « § 2—Pouvoirs de la Commission de révision » précédant l'article 46 de ladite loi est supprimé.

**61.** The title “§ 2—Powers of the Board of Review”, preceding section 46 of the said act, is struck out. Id., title, repealed.

- 1972, c. 44, aa. 47-56, ab. **62.** Les articles 47 à 56, sauf l'article 48a, de ladite loi sont abrogés. **62.** Sections 47 to 56, except section 48a, of the said act are repealed. 1972, c. 44, ss. 47-56, repealed.
- 1973, c. 36, a. 17, mod. **63.** L'article 17 du Régime des allocations familiales du Québec (1973, chapitre 36) est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant: **63.** Section 17 of the Québec Family Allowances Plan (1973, chapter 36) is amended by replacing the second paragraph by the following: 1973, c. 36, s. 17, am.
- Appel à la Commission. « Cet appel est interjeté à la Commission des affaires sociales. » « Such appeal shall be brought before the Social Affairs Commission. » Appeal to Commission.
- 1973, c. 36, aa. 18, 19, ab. **64.** Les articles 18 et 19 de ladite loi sont abrogés. **64.** Sections 18 and 19 of the said act are repealed. 1973, c. 36, ss. 18, 19, repealed.
- Id., a. 20, mod. **65.** L'article 20 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la troisième ligne, les mots « d'appel ». **65.** Section 20 of the said act is amended by replacing the words "Appeal Board" in the second line by the word "Commission". Id., s. 20, am.
- Id., a. 21, mod. **66.** L'article 21 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes, les mots « , les membres et employés de la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales ». **66.** Section 21 of the said act is amended by striking out the words " , the members and employees of the Social Aid and Allowances Appeal Board" in the fourth, fifth and sixth lines. Id., s. 21, am.
- 1974, c. 71, a. 3, mod. **67.** L'article 3 de la Loi modifiant la Loi de la curatelle publique et la Loi de la protection du malade mental (1974, chapitre 71) est modifié: **67.** Section 3 of the Act to amend the Public Curatorship Act and the Mental Patients Protection Act (1974, chapter 71) is amended: 1974, c. 71, s. 3, am.
- a) en remplaçant, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes du paragraphe a, les mots « directeur ou de l'adjoint du directeur des services professionnels du centre hospitalier » par les mots « directeur des services professionnels ou de tout médecin exerçant dans le centre hospitalier »; (a) by replacing, in the fourth, fifth and sixth lines of paragraph a by the words "director of professional services or any physician practising in the hospital centre";
- b) en remplaçant, dans la cinquième ligne du paragraphe b, les mots « ou son adjoint » par les mots « ou le médecin ». (b) by replacing in the fifth line of paragraph b the words "or his assistant" by the words "or the physician".
- Id., a. 4, mod. **68.** L'article 4 de ladite loi est modifié en remplaçant le dernier alinéa de l'article 7a par le suivant: **68.** Section 4 of the said act is amended by replacing the last paragraph of section 7a by the following: Id., s. 4, am.
- Signification. « L'ordonnance du juge est signifiée par le greffier de la Cour à la Commission des affaires sociales instituée par la Loi de la Commission des affaires sociales (1974, chapitre 39). » « The order of the judge shall be served by the clerk of the court upon the Social Affairs Commission established by the Social Affairs Commission Act (1974, chapter 39). » Service.
- 1974, c. 71, a. 5, mod. **69.** L'article 5 de ladite loi est modifié en remplaçant dans les cinquième, sixième et septième lignes, les mots « directeur ou **69.** Section 5 of the said act is amended by replacing the words "director or the assistant to the director of professional 1974, c. 71, s. 5, am.



l'adjoint du directeur des services professionnels du centre hospitalier » par les mots « directeur des services professionnels ou un médecin exerçant dans le centre hospitalier ».

services of the hospital centre" in the fifth, sixth and seventh lines by the words "director of professional services or a physician practising in the hospital centre".

1974, c.  
71, s. 15,  
mod.

**70.** L'article 15 de ladite loi est modifié en remplaçant dans les quatrième, cinquième et sixième lignes, les mots « le directeur ou l'adjoint du directeur des services professionnels d'un centre hospitalier » par les mots « le directeur des services professionnels ou un médecin exerçant dans le centre hospitalier ».

**70.** Section 15 of the said act is amended by replacing the words "the director or assistant to the director of professional services of a hospital centre" in the fourth, fifth and sixth lines by the words "the director of professional services or a physician practising in the hospital centre".

1974, c.  
71, s. 15,  
am.

Id., a. 18,  
mod.

**71.** L'article 18 de ladite loi est modifié en remplaçant les mots « l'adjoint du directeur des services professionnels » par les mots « un médecin exerçant dans le centre hospitalier ».

**71.** Section 18 of the said act is amended by replacing the words "the assistant to the director of professional services" by the words "a physician practising in the hospital centre".

Id., s. 18,  
am.

Id., a. 19,  
ab.

**72.** L'article 19 de ladite loi est abrogé.

**72.** Section 19 of the said act is repealed.

Id., s. 19,  
repealed.

Transfert  
des mem-  
bres et du  
personnel.

**73.** Les membres et le personnel de la Commission d'appel de l'aide et des allocations sociales instituée par l'article 30 de la Loi de l'aide sociale (1969, chapitre 63) ainsi que les membres et le personnel de la Commission de révision instituée par l'article 30 de la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44) que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil deviennent, sans autre formalité, les membres ou le personnel de la Commission avec le titre que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

**73.** The members and the personnel of the Social Aid and Allowances Appeal Board established by section 30 of the Social Aid Act (1969, chapter 63) and the members and the personnel of the Board of Review established by section 30 of the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44) designated by the Lieutenant-Governor in Council shall become, with no other formality, the members or the personnel of the Commission with the titles determined by the Lieutenant-Governor in Council.

Transfer  
of mem-  
bers and  
personnel.

Applica-  
tion de  
la loi.

**74.** Le ministre des affaires sociales est chargé de l'application de la présente loi.

**74.** The Minister of Social Affairs shall be entrusted with the application of this act.

Applica-  
tion of  
act.

Entrée en  
vigueur.

**75.** La présente loi entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

**75.** This act shall come into force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Coming  
into force.